

► DOSSIER ►

Développement durable : ces écoles et universités qui veulent changer le monde

Pour la seconde année consécutive, « La Lettre », en partenariat avec **Entrepreneurs d'avenir**, met en valeur les grandes écoles et universités impliquées dans le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. Qui sont ces campus d'avenir ? Où en est la mise en place d'un label pour les repérer ? Comment s'organisent-ils au niveau des sites et quel est l'impact des rapprochements entre établissements d'enseignement supérieur sur leur politique DD (développement durable) ? « La Lettre » fait le point.

Où en sont les labels ?

Fruit d'une réflexion conjointe entre la CPU (Conférence des présidents d'université) et la CGE (Conférence des grandes écoles), le label évaluant l'engagement DD des grandes écoles et des universités tarde à voir le jour. La démarche a pourtant été lancée voilà plus de trois ans lors du premier Grenelle de l'environnement. Explications.

« Ce n'est pas en tirant sur les feuilles qu'on fait pousser l'arbre », répond en souriant Youssoufi Touré, président de la commission DD de la CPU, quand on l'interroge sur le retard pris dans la création d'un label DD pour les écoles et les universités. S'il préfère évoquer une « prise de conscience nécessitant du temps », le label se fait néanmoins attendre. L'article 55 du Grenelle I d'août 2009 incitait pourtant clairement les établissements d'enseignement supérieur à « solliciter une labellisation sur le fondement de critères de développement durable ». Dans la foulée, la CPU et la CGE avaient décidé de travailler conjointement via un groupe de travail commun pour réfléchir à ce label. Depuis, plusieurs facteurs ont ralenti les travaux du comité : les départs de Françoise Moulin-Civil et de Sylvie Faucheux (anciennes présidentes de la commission DD de la CPU, devenues respectivement rectrices de Lyon et Dijon) et, surtout, le renouvellement du bureau de la CPU, fin 2012. Pourtant, selon Christian Brodhag, membre du groupe de travail CPU-CGE et délégué DD à l'École des mines de Saint-Étienne, la machine semble repartie.

Un label progressif. « L'idée est de faire valoir une approche française du label », annonce Christian Brodhag qui fut également délégué interministériel au développement durable. « Pas question d'entrer dans une démarche compétitive et de ne récompenser que les leaders », poursuit-il. Ainsi, le label, qui sera « progressif » et délivré aux établissements sur une

échelle de 1 à 4, devra mesurer l'impact et pas uniquement le résultat. « Par exemple, une université installée dans des locaux historiques aura plus de mal en termes de performance énergétique qu'un établissement dans des locaux neufs, explique-t-il. C'est l'effort qui doit être récompensé. » S'agissant des audits, le principe d'audition par les pairs semble acté, refusant ainsi l'évaluation par des tiers. Selon Youssoufi Touré, le label pourrait être expérimenté à la rentrée 2013.

Le TOEFL du DD. En parallèle, Kedge et les Mines de Nantes vont déployer cette année une version bêta d'un TOEFL du développement durable. Objectif : vérifier par un QCM les connaissances minimales du futur diplômé sur les enjeux environnementaux et sociétaux. « L'idée est que plus aucun diplômé de l'enseignement supérieur, quelle que soit sa formation, ne puisse se réfugier derrière un "je ne savais pas" », mentionne Jean-Christophe Carteron, directeur RSE d'Euromed Management. Une démarche conduite par quelques établissements, mais qui a vocation à rallier le plus grand nombre, affirme ce dernier.

Après une fusion d'établissements, quelle place pour le développement durable ?

Dans l'enseignement supérieur français, la tendance est au rapprochement d'établissements, voire aux fusions. Quelle place est alors accordée au développement durable au sein de ces nouvelles entités ? La fusion de Reims Management School et de Rouen Business School est imminente. La création de France Business School (FBS), réunissant le groupe Sup de co Amiens, l'ESC Bretagne-Brest, l'ESC Clermont et l'ESCEM, date du 1^{er} janvier dernier. En 2011, quatre établissements lorrains se sont regroupés pour devenir « l'université de Lorraine »... *Quid* du développement durable dans les stratégies de ces nouveaux établissements ?

« On repart à zéro », témoigne Nelly Donneaud, directrice développement durable de la nouvelle université Aix-Marseille, qui résulte de la fusion des universités Paul-Cézanne, de Provence et de la Méditerranée, depuis le 1^{er} janvier 2012. Les trois universités étaient « très différentes », précise-t-elle, le volume et le champ des actions ont donc été « multipliés par trois ». L'heure est pour l'instant à l'état des lieux, avant de mettre en place les premières actions environnementales et sociales. Le plan de déplacement, qui avait été entamé par l'université de Provence, devrait être ainsi bientôt prêt. La collecte sélective des papiers, déjà au point à l'université de la Méditerranée, devrait être l'une des premières mesures DD d'Aix-Marseille Université.

Une harmonisation des bonnes pratiques. Même stratégie adoptée par Kedge, fruit de la fusion Euromed-BEM Bordeaux Management School, effective en juillet 2013. « Il y aura des synergies entre nos deux stratégies de développement durable : nous sommes en train de comparer les points forts de chaque école », précise Guillaume Barbat, chargé de mission RSE (responsabilité sociale des entreprises) à BEM. « Les deux campus sont trop avancés sur la question pour ne pas capitaliser dessus », poursuit-il.

La politique DD de Kedge, finalisée, car les équipes marseillaise et bordelaise sont mobilisées sur ce sujet depuis un an, ne sera pas « le résultat d'une addition, mais plutôt d'une harmonisation » des bonnes pratiques. Kedge va donc miser sur « la véritable expertise commune » des deux établissements dans le domaine de la recherche en RSE. Et s'inspirer des atouts propres à chacune des écoles de commerce : maturité des dis-

positifs d'égalité des chances et sensibilisation au développement durable de BEM, actions pour le bien-être étudiant d'Euromed.

Davantage de moyens financiers ? La fusion est aussi l'occasion de lancer de nouveaux chantiers, sur la parité par exemple. Le DD fait partie des enjeux stratégiques de Kedge, assure Guillaume Barbat. C'est pourquoi il y aura « davantage de moyens humains et financiers ». À Aix-Marseille Université, « nous n'avons

pas forcément plus de moyens financiers, mais la visibilité que l'on a gagnée nous avantage pour les actions à mettre en œuvre », expose Nelly Donneaud. Un avis partagé par Valérie Prévost, responsable développement durable du nouvel établissement FBS, pour qui établir une politique DD après une fusion « n'est pas une histoire de moyens financiers, mais de crédibilité ».

Recherche : pourquoi le développement durable investit les chaires

Utiles pour le budget en période de crise, les chaires, en partenariat avec les entreprises, se multiplient au sein des grandes écoles et des universités.

Beaucoup d'entre elles portent sur le DD ou la RSE. Greenwashing ? Effet de mode ? Ou réel intérêt pour ces thématiques ?

Avec dix-neuf chaires au compteur – la première datant de 1985 –, l'ESSEC mène la politique partenariale la plus développée et la plus ancienne. Quatre d'entre elles sont clairement identifiées comme relevant du développement durable (DD) ou de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). « Si ce n'est plus », puisque d'autres peuvent aborder ces sujets de façon

95 campus d'avenir

95 grandes écoles et universités ont répondu à l'enquête de l'Étudiant/Educpros, en partenariat avec Entrepreneurs d'avenir, sur leur implication dans le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. Retrouvez les résultats sur le site educpros.fr, dans la rubrique « Enquête ».

AUDENCIA REÇOIT LE LABEL LUCIE

C'est une première dans l'enseignement supérieur : Audencia est le premier établissement français à obtenir le label Lucie, qui récompense l'engagement des entreprises et organismes publics en termes de RSE (responsabilité sociale des entreprises). Pour obtenir ce label, lancé en 2008 par une fédération d'associations de consommateurs, Audencia a répondu à sept engagements « qui correspondent aux questions centrales de la norme ISO 26000 » avant d'être évaluée par l'Afnor ou l'agence de notation

Vigeo. L'école nantaise s'est engagée sur cinq indicateurs dans les dix-huit mois à venir : « Les règles de mandat de la présidence du groupe, l'ajout du critère RSE dans le choix de ses fournisseurs, une meilleure identification des risques psychosociaux, la création d'une cartographie des postes exposés à la corruption et la mise en place d'indicateurs précis de baisse de consommation d'énergie. » Aucun autre établissement n'est pour l'instant engagé dans le processus.

TÉLÉCOM BRETAGNE REÇOIT LE LABEL QUESTE-SI

Télécom Bretagne fait partie des 11 établissements européens qui ont testé le label QUESTE-SI (Quality System of European Scientific and Technical Education Sustainable Industry) et est la

première école d'ingénieurs française à l'avoir obtenu. Quatre dimensions ont été évaluées : la stratégie, les programmes de formation, la recherche et l'engagement des étudiants.

plus ou moins directe, estime Jean-Pierre Choulet, directeur général adjoint en charge des relations extérieures à l'ESSEC.

Pour les entreprises, le premier avantage des chaires est fiscal, car le régime du mécénat auquel elles sont soumises leur permet de défiscaliser 60 % de leurs dons. En revanche, les entreprises n'ont pas toujours la propriété intellectuelle des résultats de recherche. Ce qui explique pourquoi une chaire peut sembler « peu adaptée sur des matières techniques, mais le devient vraiment pour les thématiques environnementales et sociales : elle permet de défricher des sujets nouveaux », avance Benoît Legait, président de la fondation Mines ParisTech et ancien directeur de l'école d'ingénieurs. Mais il ne faut pas négliger « l'aspect affichage ». L'école d'ingénieurs parisienne possède seize chaires, dont neuf DD. Les partenaires ? Areva, ArcelorMittal, Lafarge, Total, etc.

Une demande des entreprises. Pour le directeur général adjoint de l'ESSEC, si effectivement il fut un temps où le développement durable était un élément de communication, les entreprises ont aujourd'hui compris que cela devenait un facteur de compétitivité et « l'ont placé au cœur de leur business model ». « Les chaires sont des passerelles entre le management et les préoccupations des entreprises », affirme-t-il.

La chaire « Immobilier » de l'école de commerce, créée au début des années 2000, a ainsi évolué voilà trois ans vers « Immobilier et développement durable », parce que le Grenelle de l'environnement a posé de nouvelles exigences sur le bâti et que les entreprises ne peuvent les ignorer, explique Ingrid Nappi-Choulet, professeur titulaire de cette chaire.

Les entreprises deviendraient même proactives... « Depuis six-sept mois, de plus en plus de sociétés nous ont demandé comment nous pouvions les aider à densifier la présence de la responsabilité sociale dans leur modèle d'entreprise », se réjouit Jean-Pierre Choulet, sans pour autant dévoiler le nom de ces entreprises, car « le processus de création d'une chaire est très long ».

S'affirmer sur un sujet. Du point de vue des grandes écoles, une chaire est en effet un moyen de « susciter un travail académique et de s'affirmer sur un sujet donné avec des moyens importants », rappelle l'ancien directeur des Mines ParisTech. Et peut rapporter en moyenne 300 000 euros par an pendant cinq ans.

Les universités suivent aussi le mouvement. Dauphine a monté sa première chaire en 2006. « Sur seize chaires, cinq sont liées au développement durable, avec des profils assez différents et complémentaires », indique Françoise Quairel, chargée de mission DD à l'université.

Dossier réalisé par Ioana Doklean et Morgane Taquet

LA DYNAMIQUE NANTAISE

Connue pour son engagement en faveur de l'écologie, la Région des Pays de la Loire (l'agglomération nantaise en particulier) fait figure de pionnière. Comment les grandes écoles et universités évoluent-elles dans cette dynamique ?

Quand il s'agit d'écologie, la Région nantaise est citée en exemple. En effet, le tissu structuré de PME proches du développement social et solidaire dans la Région ligérienne a favorisé la prise de conscience environnementale. Nantes ayant été désignée capitale verte 2013 par l'UE, les établissements nantais rayonnent-ils aussi par leur engagement DD ? À première vue, les résultats de notre enquête sont plutôt bons, voire exemplaires pour ce qui concerne Audencia, les Mines et Centrale. Fer de lance, l'École des mines collabore, par exemple, avec Centrale et l'ESAIP d'Angers pour l'organisation des Trophées régionaux du développement durable, qui récompensent trois entreprises et trois organisations en pointe. Sur le volet formation, Audencia, Centrale, les Mines et l'ESA d'Angers proposent en formation continue le cycle des hautes études en développement durable. Autre projet d'envergure : l'École des mines participe à l'organisation de 70 débats citoyens sur la transition énergétique dans la Région ligérienne. Une initiative qui « complète les travaux de la région dans le cadre des États généraux de l'énergie », assure Bernard Le Moulit, responsable DD des Mines de Nantes.

Des relations bilatérales

Si les initiatives sont nombreuses, les relations entre les établissements sur les questions de développement durable restent bilatérales. « Mais

une politique unifiée est-elle possible, voire souhaitable ? » s'interroge Bernard Le Moulit. « L'adoption de ces politiques tient à la volonté des dirigeants, mais également aux caractéristiques de nos établissements. Il est donc normal que nous n'avancions donc pas tous au même rythme », évoque-t-il. D'ailleurs, « nos approches sont complémentaires », note Emmanuel Rozières, référent DD de l'École centrale. Si les Mines et Centrale privilégient l'aspect environnemental, Audencia s'inscrit plutôt dans une vision stratégique et managériale de la RSE. « Le concept DD n'est pas vu par tous les établissements de la même façon. Chaque établissement a sa propre stratégie. Et il me semble que les approches tendent désormais à converger », se félicite-t-il.

Nantes : un cadre privilégié pour le DD

Un avis que ne partage pas Antoine Charlot, délégué régional du Comité 21, dont la seule déclinaison se trouve à Nantes. Si une quinzaine d'écoles et universités sont d'ores et déjà « engagées dans une démarche DD du type Plan vert, explique-t-il, tout cela manque de cohérence ». « Dans le paysage ultra-concurrentiel de l'enseignement supérieur actuel c'est compréhensible, mais cela va à l'encontre de la démarche DD », regrette Antoine Charlot.

Pour structurer les initiatives existantes, le Comité 21 projette de fédérer un réseau des référents, en y associant notamment Jacques Auxiette, président de la Région Pays de la Loire. Dans un contexte de décentralisation des compétences, notamment pour l'enseignement supérieur et la recherche, la Région offre « un cadre propice au développement d'une politique DD pour nos établissements », conclut Emmanuel Rozières.